

31 JUILLET 1914

Il y a 100 ans était assassiné le socialiste Jean Jaurès

28 juillet 2014 | Stéphane Baillargeon | Europe



Photo: Agence France-Presse

31 juillet 1951. Une foule rend honneur à Jean Jaurès sur le lieu de son assassinat.



**Consulter
notre dossier
sur la Première
Guerre mondiale**

14-18
CENT ANS
APRÈS

L'assassin de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche, premier mort de la Première Guerre mondiale le 28 juin 1914, s'appelait Princip. Déjà tout un programme. Celui de Jean Jaurès, deuxième de la longue série meurtrière, se nommait Villain. Il n'y a décidément rien de banal dans cette effroyable histoire.

Le 31 juillet au soir, ce Villain-là, prénommé Raoul, trouve le leader socialiste au café du Croissant, tout près de la permanence de *L'Humanité*, à Paris, dans le quartier de la presse surnommé la république du Croissant, entre Réaumur et l'Opéra. Le philosophe Jean Jaurès a fondé le journal militant où il publie ses billets pacifistes alors que l'Europe « *est au bord du gouffre* », comme il vient de l'écrire dans l'édition quotidienne. Il est 21 h 40 quand le jeune nationaliste exalté de 28 ans écarte le rideau de l'estaminet et tire rapidement deux coups de feu.

Pourquoi a-t-il tué Jaurès ? Il pense que son geste va sauver la France. Comme bien d'autres jusqu'au-boutistes enragés, il reproche au socialiste internationaliste de s'opposer au prolongement du service militaire, ce qui ferait le jeu de l'Allemagne alors qu'un conflit se prépare. Des médecins diagnostiquent l'aliénation.

Un philosophe humaniste

Tout semble plutôt dans le grand désordre des choses. Le contexte historique fournit d'autres clés de lecture du triste événement rattaché à un *minus habens*.

Jean Jaurès, né en 1859, n'a rien de médiocre. Intellectuel hors norme, reçu premier de l'École normale supérieure en 1878, devant un certain Henri Bergson, il est souvent décrit comme le plus grand orateur de son temps, qui n'en manquait pourtant pas. Voici un extrait du discours qu'il prononce le 10 janvier 1910 en soutien au principe de laïcité et de la neutralité dans les écoles publiques : « *L'idée, dit-il, le principe de vie qui est dans les sociétés modernes, qui se manifeste dans toutes leurs institutions, c'est l'acte de foi dans l'efficacité morale et sociale de la raison, dans la valeur de la personne humaine raisonnable et éduicable. C'est ce principe, qui se confond avec la laïcité elle-même, c'est ce principe, qui se manifeste, qui se traduit dans toutes les institutions du monde moderne. C'est ce principe qui commande la souveraineté politique elle-même.* »

Jaurès se convertit au socialisme en suivant la grande grève des mineurs de Carmaux de 1892. Il s'engage tardivement mais férocement comme défenseur du capitaine Dreyfus. Au tout début du siècle, il participe à la fondation de la Section française de l'internationale socialiste (l'ancêtre du Parti socialiste) et à la création de *L'Humanité*. Le nom du journal rappelle les positions humanistes de Jaurès, qui sait tenir ensemble des positions en apparence contraires : il est laïc mais pieux, socialiste mais respectueux de l'entreprise. Patriote, il ne cesse pourtant de s'inquiéter des tensions entre les grandes puissances. « *Un peu d'internationalisme éloigne de sa patrie, dit-il, beaucoup d'internationalisme y ramène.* »

Il réussit à faire adopter une option pacifiste à l'internationale ouvrière en proposant de stopper le conflit prévisible par le déclenchement d'une grève générale à l'échelle continentale. Il s'oppose aussi au service militaire de trois ans et propose la création d'une milice défensive pour remplacer « *l'armée de casernes* ».

Vers l'Union sacrée

Ces positions stimulent les critiques incessantes et féroces des nationalistes comme Charles Maurras ou Charles Péguy, mais aussi de ses alliés naturels socialistes, à commencer par Jules Guesde. Lui souhaite la guerre, « *mère de révolutions* ». Ce sera effectivement le cas, mais en Russie, où le conflit enfantera le totalitarisme bolchevique qui fera à lui seul plus de morts que les tranchées de 1914-1918.

L'Autriche déclare la guerre à la Serbie le 28 juillet et l'Allemagne défie la France le 3 août. Le lendemain, le président de la République, Raymond Poincaré, évoque l'Union sacrée de toutes les forces de la nation. Les socialistes se rallient, comme les grandes centrales syndicales. Guesde sera ministre.

Le 20 décembre 1911 déjà, Jean Jaurès dénonçait le péril à venir et mettait en garde contre les conséquences de la tragédie à venir : « *Et qu'on n' imagine pas une guerre courte, se résolvant en quelques coups de foudre et quelques jaillissements d'éclairs [...]. Ce seront des masses humaines qui fermenteront dans la maladie, dans la détresse, dans la douleur, sous les ravages des obus multipliés, de la fièvre s'emparant des malades.* » Le fils de Jean, Louis Paul Jaurès, né en 1898, meurt le 3 juin 1918 pendant la seconde bataille de la Marne.

Villain, lui, passe les années de la guerre en prison, en attendant son procès expédié en cinq jours, fin mars 1919. Les douze jurés ne mettent qu'une demi-heure à l'acquitter, en se rendant à l'argument de son avocat plaidant le « *crime passionnel* » et le « *moment d'égarement* », mais aussi

la nécessité de réconcilier la France meurtrie.

Le citoyen Raoul Villain retourne donc à ses petites affaires. En 1932, il utilise un héritage pour s'installer à Ibiza. La guerre civile espagnole éclate. Il est lui-même abattu le 13 septembre 1936 par des républicains, peut-être parce qu'il lisait une bible sur une plage de l'île.

Un saint laïc

Jaurès est déjà sanctifié, un autre paradoxe de ce temps fou, qui les accumulent. Ses restes sont transférés au Panthéon en 1924. L'héritage du héros de la gauche pacifiste se trouve depuis évoqué de tout bord. Le président Nicolas Sarkozy, de droite, le citait souvent.

Le président Hollande, de gauche, sera de la cérémonie commémorative prévue ce jeudi 31 juillet au café devenu la taverne du Croissant, rue Montmartre. On y attend aussi une délégation du parti socialiste et des journalistes de *L'Humanité*.

« Transformé en icône par ses héritiers, Jaurès ne se retrouverait pas dans la gauche bobo-libertaire qu'est devenu le Parti socialiste, dit dans une entrevue au Figaro Bernard Carayon, qui vient de publier Comment la gauche a kidnappé Jaurès (éditions Privat). Il n'était pas de cette gauche creuse à la Yannick Noah. L'argent, pas plus que les futilités, n'était pas son affaire. Il appartient à cette génération d'hommes politiques qui avait lu, qui savait écrire et parler. »